



CTB



Rapport annuel 2011
**PROJET APPUI AU DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE DE LA PROVINCE DE CIBITOKÉ**
BDI 08 051 11



Abréviations.....	4
1 Fiche projet.....	6
2 Résumé.....	7
APERÇU DE L'INTERVENTION.....	7
2.1 POINTS SAILLANTS	10
2.2 RISQUES CLÉ	10
2.3 LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS CLÉ.....	10
3 Analyse de l'intervention	12
3.1 CONTEXTE	12
3.1.1 <i>Évolution du contexte</i>	12
3.1.2 <i>Ancrage institutionnel</i>	12
3.1.3 <i>Modalités d'exécution</i>	12
3.1.4 <i>Dynamique « Harmo »</i>	12
3.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE.....	13
3.2.1 <i>Indicateurs</i>	13
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i>	13
3.2.4 <i>Critères de qualité</i>	15
3.2.5 <i>Impact potentiel</i>	15
3.2.6 <i>Recommandations</i>	15
3.3 RÉSULTAT 1 RENFORCEMENT DPAE.....	16
3.3.1 <i>Indicateurs</i>	16
3.3.2 <i>Bilan activités</i>	16
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
3.3.4 <i>Risques et hypothèses</i>	17
3.3.5 <i>Critères de qualité</i>	17
3.3.6 <i>Exécution budgétaire</i>	17
3.3.7 <i>Recommandations</i>	17
3.4 RÉSULTAT 2 : EMERGENCE D'UNE PROFESSIONNALISATION AGRICOLE	18
3.4.1 <i>Indicateurs</i>	18
3.4.2 <i>Bilan activités</i>	19
3.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
3.4.4 <i>Risques et hypothèses</i>	21
3.4.5 <i>Critères de qualité</i>	21
3.4.6 <i>Exécution budgétaire</i>	22
3.4.7 <i>Recommandations</i>	22
3.5 RÉSULTAT 3 APPUI AUX INITIATIVES ÉCONOMIQUES PRIVÉES	23
3.5.1 <i>Indicateurs</i>	23
3.5.2 <i>Bilan activités</i>	24
3.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
3.5.4 <i>Risques et hypothèses</i>	26
3.5.5 <i>Critères de qualité</i>	26
3.5.6 <i>Exécution budgétaire</i>	26
3.5.7 <i>Recommandations</i>	27
3.6 RÉSULTAT 4 : DES INFRASTRUCTURES SONT REHABILITEES ET TRANSFEREES AUX USAGERS ET EN VOIE DE VIABILISATIONES	28
3.6.1 <i>Indicateurs</i>	28
3.6.2 <i>Bilan activités</i>	28
3.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	28
3.6.4 <i>Risques et hypothèses</i>	29
3.6.5 <i>Critères de qualité</i>	29

3.6.6	<i>Exécution budgétaire</i>	29
3.6.7	<i>Recommandations</i>	29
4	Thèmes Transversaux.....	30
4.1	GENRE.....	30
4.2	ENVIRONNEMENT	30
5	Décisions prises par la SMCL & Suivi	31
6	Leçons Apprises.....	32
7	Annexes.....	33
7.1	CADRE LOGIQUE	33
7.2	ACTIVITÉS M&E.....	35
7.3	RAPPORT “BUDGET VERSUS ACTUALS (Y – M)”	35
7.4	BÉNÉFICIAIRES	37
7.5	PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE Q1 2012.....	37

Abréviations

ACSA	Agent Communautaire de Santé Animale
ADISCO	Association pour le Développement Intégral et la Solidarité dans les Collines
AIV	Agents d'Intervention Vétérinaire
ARCANE	Projet d'Appui au Renforcement des Capacités des Acteurs Non-Etatiques
ARP	Austrian Relief Programm
AT	Assistante Technique (du projet)
CAI	Centre d'Appui aux Initiatives
CAPAD	Confédération des associations de producteurs agricoles
CDC	Comité de Développement Collinaire
CDF	Centre de Développement Familial
CFR	Centre de Formation Rurale
CNTA	Centre National des Techniques Agricoles
COSPEC	Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'Épargne et le Crédit (de Cibitoke)
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Coopération Technique Belge
DCE	Délégation des Communautés Européennes
DGR	Direction générale irection du Génie Rural
DNA	Direction nationale de l'alphabétisation
DPAE	Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
DTF	Dossier Technique et Financier
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENACOBUR	Fédération Nationale des Coopératives d'Épargne et de Crédit du Burundi
FFS	Farmers Field Schools
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FONIC	Fond d'Investissement Communal
IFDC	International Fertilizer Development Center
IMF	Institution de Micro-finance
IRAM	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes du Développement
IRAZ	Institut de Recherches Agronomiques et Zootechniques
ITAB	Institut des techniques Agricoles du Burundi
ISABU	Institut des sciences agronomiques du Burundi
LVIA	Association Internationale des Volontaires Laïcs
MANE	Maison des Acteurs non Etatiques
MCA	Mouvement Coopératif et Associatif (Service Technique)
MINAGRIE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
MINATE	Ministère de l'aménagement du territoire
MPF	Ministère de la Promotion de la Femme
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisations paysannes
PADAP	Projet d'Appui au Développement Agricole de Kirundo
PAIVA-B	Projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricole au Burundi
PARSAD	Programme d'Appui à la Restauration de la Sécurité Alimentaire Durable
PARSE	Programme d'Appui à la Reconstruction du Secteur Elevage
PCDC	Plan Communal de Développement Communautaire
PPCDR	Projet Post Conflit de Développement Rural
PRADECS	Projet d'Appui au Développement Communautaire et Social
PRASAB	Projet de Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREFED	Programme Régional de Formation et d'Echanges pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTRPC	Programme Transitoire de Reconstruction Post conflit

RIM	Réseau des institutions de micro-finance au Burundi
SAN	Nouvelle Stratégie Agricole Nationale
SRDI	Société Régionale de Développement de l'Imbo
SWOT	Forces Faiblesses Opportunités Menaces
UE	Union européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women

1 Fiche projet

Chronologie et documents

Titre de la prestation	Projet d'Appui au Développement Agricole de la Province de Cibitoke				
Nom abrégé	PADAP Cibitoke	Code Navision	BDI 08 051 11	Phase	Démarrage
Bailleur	DGCD	Financement	Art 5	Mode gestion	Cogestion et Régie
N° d'intervention DGCD	NN 3006064				
Début projet	15/02/2010	Durée projet	48 mois	Fin projet	15/02/2014
Début CS	14/12/2009	Durée CS	60 mois	Fin CS	15/12/2014
Début CMO	07/01/2010	Durée CMO	66 mois	Fin CMO	15/06/2014
Agence de mise en œuvre	Agence Belge de Développement (BTC-CTB)				
Secteur code	(CAD 31120) Développement Rural				
Ministère de tutelle	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage				
Contribution du bailleur	5.000.000 €				
Contribution du pays partenaire	850.000 €				

Brève Description

L'intervention vise à renforcer les capacités de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) de Cibitoke ainsi que celles des Organisations des Producteurs agricoles. Il s'agit d'un programme innovant par son approche qui veut passer d'une logique d'assistanat à une logique de développement économique. Le projet doit également prendre en compte les besoins exprimés et les priorités identifiées dans le cadre des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC). Les outils mis en place pour la professionnalisation agricole permettra aux producteurs de participer au développement des filières agricoles porteuses (alphabétisation fonctionnelle, étude filière, appui formation, outils financiers améliorés,...) .

Objectif Global

Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la province de Cibitoke par l'augmentation et la valorisation des productions agricoles et d'élevage.

Objectif Spécifique

Les productions agricoles de la Province de Cibitoke sont augmentées et valorisées.

Résultats attendus

- La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics ;
- Emergence d'une professionnalisation agricole ;
- Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs;
- Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation.

2 Résumé

Le projet PADAP - Cibitoke s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Agricole Nationale (SAN) du Burundi. Il est placé sous la coordination et la supervision d'une instance de pilotage mixte (Burundi – Belgique) dénommée «Structure Mixte de Concertation Locale» (SMCL). L'intervention a pour mission de renforcer les capacités de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) de Cibitoke ainsi que celles des Organisations des Producteurs (OP). L'approche du projet, qui celle de passer de la logique d'assistanat à une logique de développement économique durable, vise à responsabiliser et renforcer les acteurs au regard de leurs missions et mandats respectifs. Un important travail de concertation préalable est nécessaire afin de clarifier les rôles de chacun (la DPAE Cibitoke, les OP et le secteur privé). Le projet doit également prendre en compte les besoins exprimés et les priorités identifiées dans le cadre des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC). La mise en place des Centres d'Appui aux Initiatives (CAI) permettra aux producteurs de participer au développement des filières agricoles porteuses.

Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficiene	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique			
RESULTAT 1 : La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens			
Résultat 1.1 : La DPAE dispose de moyens pour l'exécution de ses mandats	Les moyens disponibles = 1/3 des moyens prévus dans le DTF	Les activités menées sont plus nombreuses avec les moyens fournis par le PADAP	Partiellement durable (facteurs externes)
Résultat 1.2 : Les capacités de la DPAE sont améliorées	L'organisation du travail et la présence des agents sur le terrain est améliorée	Le PADAP assure l'appui au fonctionnement de la DPAE	La durabilité dépend des ressources dont la DPAE disposera après le projet
Résultat 1.3 : Les expériences locales sont capitalisées	Le diagnostic de la DPAE est en cours	Le contenu du diagnostic DPAE montre comment la capitalisation sera faite.	La durabilité peut être effective si on applique les conseils du diagnostic
Résultat 1.4 : Les fonctions productives et commerciales de la DPAE sont transférées à des acteurs	Il faudra passer par un transfert progressif (manque de capacités des acteurs concernés)	Résultat non atteint	Résultat non atteint
RESULTAT 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole			
Résultat 2.1 : L'alphabétisation des paysans est améliorée	Les conventions de collaboration sont enfin finalisées avec la Direction nationale de l'alphabétisation. L'alphabétisation sur l'entièreté des collines de la province devrait porter ses fruits dès le 1 ^{er} semestre 2012. Le rapport coût / résultat attendu devrait être performant.	La mauvaise identification initiale du partenaire et de la stratégie (cf DTF) a ont causé énormément de retard. Finalement la direction nationale de l'alphabétisation a été retenue (validée en SMCL) alors qu'initialement dans le DTF, c'était le centre de développement familiale qui était proposé. Initialement prévue aux seules associations, cette activité a été étendue sur toute la province. Finalisée en 2011 et signée en début 2012, les conventions seront mises en œuvre au 1 ^{er} trim 2012 Actuellement bonne implication du partenaire.	La durabilité de l'impact finale est certaine avec un objectif de près de 12 000 personnes alphabétisées. La pérennité de l'activité d'alphabétisation dépendra des capacités, de la volonté politique du Ministère concerné mais également des activités de post alphabétisation. Synergie avec d'autres partenaires.
Résultat 2.3 : Les associations et groupements sont renforcés.	Faible utilisation des ressources Pour être plus efficient compte	Les résultats de renforcement des acteurs sont très lents.	La structuration des acteurs liées au filières riz, tomate, banane, thé est engagée.

	tenu du temps imparti au projet, les ressources humaines doivent être renforcées en 2012.	Il y a nécessité d'un encadrement rapproché plus intensif des OPAs. Pour être plus efficace, les ressources humaines doivent être renforcées en 2012 via notamment des contrats de service avec des prestataires locaux.	Par contre, certains comportements attentistes ou opportunistes de certains acteurs peuvent anéantir les progrès réalisés.
RESULTAT 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs			
Résultat 3.1 : Les centres d'appui aux initiatives sont installés et fonctionnels	En l'état, faible. Il a été retenu lors de la SMCL de s'ancrer sur des OPAs (fédération, union ou autres...) de les appuyer en structuration et d'y ancrer un CAI au sein de leur structure. Processus préparatoire long.	Pertinence aucune. Efficacité en l'état faible. Initialement dans le DTF, le CAI est une structure externe créée de toute pièce et prise en charge complètement par le projet. Pour son appropriation et son autonomisation, si elle ne se repose pas sur des OPAs existantes son efficacité peut être performante mais sa durabilité sera très faible.	En l'état, très faible. Le centres de service font l'objet d'une réflexion. Mais généralement les exemples démontrent que l'appropriation, l'ancrage et l'autonomisation sont souvent inexistantes
Résultat 3.2 : Des initiatives économiques sont appuyées	Bonne Le ciblage des bénéficiaires et de leurs besoins minimise les dépenses inutiles. Les études filières, les formations, les apports en nature (constitution de fonds de roulement,) contribue positivement.	Certains acteurs ont été identifiés et retenus. A travers ces acteurs, les filières retenues sont le riz, la tomate la banane et le thé. Si le démarrage d'appui aux OPAs est bon, l'efficacité n'en est qu'à son début	En début, Les futurs appuis liés aux investissements (2012 – hangar petite mécanisation décortiqueuse) devraient contribuer à asseoir la durabilité de l'action. Mais préalablement, un appui rapproché dans la structuration est obligatoire.
Résultat 3.3 : La structuration des filières est amorcée	Suite à la SMCL, le budget alloué à ce résultat a été alloué dans le résultat 3.2	Budget transféré au sein du résultat 3.2	Budget transféré au sein du résultat 3.2
Résultat 3.4 : L'Offre de produits es centres d'appui aux initiatives sont installés et fonctionnels	Dans l'attente de la restitution de l'étude sur la faisabilité de mise en place d'un fonds de garantie pour le FMRP et d'autre part à une étude sur une stratégie commune CTB en matière de microfinance au Burundi, il nous a été demandé de retarder les activités prévues. Toutefois si au départ il était retenu de mettre en œuvre notamment des fonds de garantie, ils'avère que les 1ères actions vont se concentrer sur les formations du personnel des IMF. Les thèmes de formations sont identifiés. Les formations seront dispensée en 2012.	Pertinence élevée mais la stratégie proposée dans le DTF n'est pas efficace. Avant d'améliorer l'accès aux produits financiers, il apparait à travers une étude sur la microfinance à Cibitoke qu'il convient de diminuer les taux d'intérêts pratiqués (2,2 à 2,6%/mois). Pour ce faire, il convient de diminuer d'une part les risques encourus par l'IMF par une Une formation du personnel sur une meilleure analyse et suivi des dossiers de prêts les mécanisme de caution solidaire les mécanismes de décaissement progressif une meilleure information des produits et d'autre part d'améliorer l'information et surtout la faculté de remboursement de l'opérateur par l'amélioration de sa	Les résultats des formations des IMF et leur mise en application en parallèle avec les résultats des appuis structurant et techniques aux opérateurs devraient permettre de développer un business win win. Toutefois, il est clair que certains fonds tel qu'un fonds intrant sont actuellement peu durables Il est compromis par une mise en concurrence déloyale et non concertée comme par exemple les intrants vendus au niveau de la DPAE qui sont subventionnés et exempts de taxes.

		productivité(accès semence et intrants de qualité, hangar de stockage) D'une manière générale, il apparaît que les IMFs au Burundi ont peu besoin de financements extérieurs. Elles préfèrent placer les épargnes collectées à des taux plus intéressants auprès des banques commerciales. Le montant des dépôts est supérieur au montant des crédits accordés.	
RESULTAT 4 : Des infrastructures publiques sont transférées aux usagers			
Résultat 4.1 : Une action de réhabilitation de périmètres irrigués est menée	L'étude imbo est en cours	Les travaux prévus aboutiront à une augmentation de la production	Dépendra du respect de la bonne gestion du périmètre et de la formation sur la gestion de l'eau
Résultat 4.2 : Des mesures de protection de l'environnement sont prises	Les activités sont programmées et planifiées	Les moyens sont disponibles avec l'appui du PAIOSA	Dépendra du respect des mesures par les riverains
Résultat 4.3 : Les centres semenciers et vétérinaires sont réhabilités et transférés aux usagers	Les réhabilitations sont planifiées, les études sont disponibles en partie	Les moyens sont disponibles	Dépendra des moyens dont la DPAE disposera pour effectuer le transfert progressivement

	Budget €	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Dépenses totales (31/12/2011)	Solde budget	Taux d'exécution
Cogestion	3.175.000	15.560	234.742	250.302	2.925.598	8 %
Régie	1.824.100	389.525	407.921	797.446	1.026.654	44 %
Total	5.000.000	405.085	642.663	1.047.748	3.952.252	21 %

Budget 2011 €	Dépenses totales année N (31/12/2011)	Taux d'exécution
650.190	641.590	99 %

2.1 Points saillants

- Atelier de Concertation des intervenants du secteur agricole dans la province par le PADAP ;
- Remise à neuf des infrastructures de la DPAE
- Diagnostic de la DPAE et ses propositions pour l'amélioration de la gestion de la DPAE ;
- Appui à la protection d'environnement (reboisements)
- Mise à disposition de la DPAE de moyens de communication (antenne VSAT) et
- Mise à disposition de la DPAE d'un bon environnement de travail (bureaux, matériel bureautique, mobilier de bureau)
- Réunions régulières PADAP-DPAE et concertation systématique
- Etude sur les IMF existantes et estimation de leurs compétences et recommandations
- Bonne collaboration avec le PAIOSA
- Etude pointue sur l'amélioration des terres et de l'eau sur le système d'irrigation (6100 ha), en cours
- Mise en place de 5 champs mère avec des vitroplants de bananiers
- Démonstration petite mécanisation en riziculture
- Essai engrais briquette en riziculture
- Formations sur les maladies des bananiers (132 monagris ...)
- Elaboration de fiches technique et de carnets de suivi phytosanitaire en collaboration avec Cialca
- Elaboration et mise en place d'une stratégie de financement agricole (microprojets) ;
- Elaboration et réadaptation d'une stratégie de mise en place du CAI ;
- Etude microfinance (identification des IMF)

2.2 Risques clé

- Manque de coordination des interventions ;
- Faible budget de fonctionnement de la DPAE ;
- Mentalité d'assistanat reste ancrée chez beaucoup d'intervenants, risque de non durabilité
- Manque d'esprit d'entrepreneuriat et de responsabilisation
- Faible orientation vers le marché/exportation avec manque de vision de l'administration.

2.3 Leçons apprises et recommandations clé

Composante 1

Leçons apprises

La DPAE n'est pas en situation d'assurer ses rôles régaliens, faute de budget de fonctionnement alloué et d'orientations dans ce sens par le niveau central. Une meilleure concertation entre le PADAP-Cibitoke et le PAI-MINAGRIE et les autres projets agricoles (prochainement dans le cadre du PAIOSA) contribuera à relever ce défi.

La DPAE-Cibitoke ne respecte pas toujours les règles administratives : justification des dépenses, respect du code de marchés publics etc. Le PADAP-Cibitoke doit continuer à faire un suivi strict de la mise en œuvre des conventions et d'autres appuis avec des mesures très rigoureuses, accompagné par un renforcement des capacités dans le même domaine.

Recommandation : Prendre en compte les recommandations du diagnostic DPAE quant à la Formation des agents de la DPAE sur ses rôles régaliens, Assurer la formation de la nouvelle DAF par l'appui de l'ancien qui vient de partir en retraite. Recrutement rapide d'un chef de service GR par la DPAE. La DPAE a besoin d'un budget de fonctionnement à la hauteur des tâches qui lui incombent.

Composantes 2 & 3

Appui à l'émergence d'une professionnalisation agricole et Appui aux initiatives économiques privées

Leçons apprises

Un DTF trop détaillé avec des partenaires mal identifiés ou ayant changés (temps entre la formulation et la mise en œuvre) peut conduire d'une part à créer des attentes (cas de Cospec et du CDF) et parfois des mécontentements auprès des partenaires et d'autre part, à ralentir considérablement le lancement d'une activité.

De même certains concepts trop théoriques et parfois peu opérationnels dans les DTF peuvent conduire à des confusions retardant considérablement la mise en œuvre. (cas du CAI)

Recommandations

- Dans la conception des DTF, laisser à l'ATI plus des marges de manœuvre quant au choix de la méthodologie ou au choix du partenaires
- Favoriser la concertation entre projets CTB afin d'harmoniser les méthodologies d'intervention (les templates,..) tout en laissant des marges en fonction du contexte spécifique.
- Vu l'ambition des résultats à atteindre, donner plus de moyens quant aux ressources humaines.
- Favoriser les concertations des acteurs projets au niveau des provinces afin d'éviter des chevauchements ou des méthodologies antagonistes.
- Favoriser des actions pilotes et en capitaliser les résultats

Composantes 4

Leçons apprises

Les usagers ne sont pas prêts à assurer une bonne gestion des infrastructures qui doivent leur être transférées (manque de rigueur, de compétences,...)

Le déboisement est important et la lutte contre l'érosion insuffisante

Recommandations

Prévoir une transition progressive appuyée de formations

Accélérer l'identification des zones sensibles et agir par la pose de gabions, le reboisement et la mise en place d'herbes fixatrices.

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

3.1.1 Évolution du contexte

- a) Historique :
- Le projet a subi des retards dès son démarrage avec l'absence des 2AT durant le mois de mai 2010 (formation au siège), le contexte électoral durant les mois de juin à septembre 2010, période durant laquelle les partenaires étaient peu disponibles.
 - Le premier DI a donné sa démission en janvier 2011 et le projet est resté sans DI jusqu'au début mai 2011.
 - Départ des 2 ATs Junior 2^{ème} semestre 2011 notamment pour cause d'insécurité.
 - Des périodes d'insécurité ont été à déplorer au cours de l'année 2011.
 - Les requêtes écrites de la DPAE dans le cadre de la composante 1 (appui en matériel et réhabilitation / construction d'infrastructures, motos, vélos,...) ne sont parvenues au PADAP qu'à la fin 2011.
 - Depuis l'arrivée du nouveau DPAE la collaboration s'est nettement améliorée et la dynamique de mise en œuvre des activités s'est accélérée ;
- b) La province évolue toujours dans un environnement de l'aide d'urgence, alors que le projet vise le développement économique durable
- c) La décentralisation n'évolue pas et la dépendance de la capitale reste lourde.
- d) La Direction Provinciale intervient toujours dans les domaines non-régaliens, le changement devra être progressif avec la participation de tous les concernés
- e) L'existence du programme national d'investissement agricole constitue un cadre adéquat pour situer toutes les interventions ;
- f) La coordination/synergie entre les intervenants (bailleurs/PTF et ONG) n'est pas une priorité de ces mêmes acteurs de développement ; heureusement, avec la contribution du PADAP-Cibitoke et l'aide du ministère, la situation commence à s'améliorer ;
- g) La collaboration avec les autres interventions de la CTB s'accélère avec le démarrage du PAIOSA.

3.1.2 Ancrage institutionnel

Composante 1 : ancrage à la DPAE approprié : l'appui à certains rôles régaliens donne une valeur ajoutée dans le cadre de la composante 1.

Composante 2 et 3 : l'ancrage initial prévu était peu approprié. L'ancrage est plus approprié au niveau des collectivités décentralisées. Cet ancrage peut (et doit) être renforcé dans le cadre des futures actions « CAI ».

Composante 4 : l'ancrage est adapté au principe de transfert des infrastructures publiques vers des privés

3.1.3 Modalités d'exécution

En fait les mêmes observations comme sur l'ancrage.

De son côté, le PADAP a pensé utile d'engager un bureau pour mieux réaliser le renforcement des OP et aussi des agents de suivi pour permettre un meilleur suivi sur le terrain de la mise en œuvre de ses activités.

Aussi, le PADAP a pour mission pour les deux prochaines années d'appuyer la DPAE à faire exécuter ses activités par le secteur privé et de se limiter à son rôle régalien.

3.1.4 Dynamique « Harmo »

La proximité de Bujumbura a pour conséquence que tous les intervenants dans le domaine sont basés à Bujumbura. Les conséquences sont les suivantes :

- Peu de possibilités d'échanger (DPAE avec les partenaires) sur place à Cibitoke

▪ De plus le DPAE est invité à se déplacer à Bujumbura pour travailler avec ces collaborateurs
En général : les partenaires, sous pression des objectifs qu'ils ont à atteindre ne sont pas suffisamment disponibles pour qu'une réelle concertation soit effective.

3.2 Objectif spécifique

3.2.1 Indicateurs

NB : la plupart des indicateurs ne sont ni pertinents ni adaptés. Pas de base line de référence !

Objectif spécifique: Les productions agricoles dans la province sont augmentées, améliorées et mieux valorisées						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Réduction de l'insécurité alimentaire						La baseline n'a pas été établie ; les productions dépendent dans le court terme plus d'aspects climatiques qu'autres.
Nombre d'unités de transformation					-	Idem : pas de baseline, très peu d'activités de transformation dans la province.
Recettes communales liées à l'agriculture						Pas de base line

Dans le cadre de l'appui de la cellule SE du PAI au PADAP, des indicateurs plus précis doivent être définis.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Il est trop tôt pour estimer les progrès réalisés, de plus l'appui aux OP n'est pas suffisamment mis en œuvre.

3.2.3 Risques et hypothèses

Le cadre logique donne comme principales hypothèses ux risques les trois suivants :

1. La stabilité politique et économique au niveau national et provincial.
2. Le climat est favorable.

Risque (décrire)	Probabilité	Incidences potentielles		Risque (impact)
		Décrire	Score	
La stabilité politique	M	Clientélisme ou faillite de système de clientélisme	M	B
La situation économique : dons, entrepreneuriat, énergie	E	1. Il manque l'esprit d'entrepreneuriat, 2. L'évolution économique reste principalement tirée par Bujumbura,	M/E	C
La corruption	E	La corruption étant relativement importante bénéficiaires/ fournisseurs	E	D
La situation foncière / pression démographique	E	La pression sur les terres reste importante	M/E	B
Manque de coordination des interventions	M	Risque de doublons des interventions domaines non couverts	M	C
Pas de possibilités pour la DPAE de se limiter aux rôles régaliens	F	La DPAE manque de moyens de fonctionnement	F	A
Faiblesse du Suivi évaluation	M	Le projet ne dispose pas d'indicateurs clairs	M	B

3.2.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	L'appui à la DPAE est adapté.
Efficienne	C	L'efficienne en termes de le taux activités/ressources disponibles/résultats escomptés reste faible
Durabilité	B	La DPAE est capable de pérenniser les résultats des activités. le point faible est le manque de résultat dans la promotion de la transformation, l'appui aux filières, la mise en communication de l'ensemble des acteurs.
Pertinence	A	La composante 1 s'inscrit parfaitement aux attentes de la DPAE, aux besoins de la province, aux priorités globales et à la politique nationale.

3.2.5 Impact potentiel

L'impact de l'objectif spécifique contribuera aux objectifs sectoriels du MINAGRIE à travers le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et la Stratégie Nationale (SAN) surtout aux points en rapport avec le renforcement des institutions et l'organisation du monde rural en associations pour mieux organiser les productions et accroître les rendements tant qualitatif que quantitatifs. Avec l'appui du PAIOSA, le PADAP proposera de modifier le cadre logique, surtout sur le plan des indicateurs, de manière à se trouver dans un contexte plus réaliste.

3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Mettre en place les moyens de communication et de collaboration entre la DPAE et les communes ; entre les commerçants/transformateurs et les producteurs en impliquant les coopératives, les OP en appuyant leurs structures.	3.2.2	PADAP Gouverneur	Q4 2013
Rester proche des bénéficiaires pour essayer écouter les possibles plaintes et cas de corruption		SE DPAE Cibitoke	2012-2013
Améliorer la coordination des interventions par renforcement de systèmes de coordination et supervision de la DPAE	3.2.2	AT Antenne Kirundo	2012-2013
Améliorer l'application des règles et politiques nationales (taxes communales) pour viser une homogénéisation	3.2.2	Gouvernorat	2012-2013
Mettre en place un appui relatif au suivi évaluation du projet	3.2.2	PAIOSA PAI PADAP	

3.3 Résultat 1 Renforcement DPAE

3.3.1 Indicateurs

Résultat 1:						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Présence effective des agents sur le terrain						Les agents sont présents sur le terrain avec les moyens disponibles et en mauvais état. Les nouvelles motos seront disponibles début 2013. 2 véhicules ont été cédés à la DPAE.
Budget de fonctionnement disponible.						Le PADAP disponibilise les moyens de fonctionnement et appuie à leur gestion
Existence d'un plan pour opérationnaliser la SAN dans la province, compris par les agents.						Chaque service a produit un programme budget pour 3 ans
Outils méthodologiques et pédagogiques disponibles et adaptés						Seront proposés dans les conclusions du diagnostic DPAE
Nombre d'ateliers, de réunions de réflexion au niveau national.						un indicateur mal formulé ou à clarifier

3.3.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1 Réhabilitation des bureaux de la DPAE		X			
2 Construction de bureaux à la DPAE		X			
3 Mise à disposition de 2 pick-up		X			
4 Formations agents terrain diverses		X			
5 Mobilier DPAE		X			
6 Matériel bureautique DPAE		X			
7 Antenne internet DPAE et PADAP		X			
8 Installation groupe électrogène		X			
9 Conventions primes agents de la DPAE		X			
10 Aménagement parcelle DPAE		X			
11 Diagnostic DPAE		X			
12 Coordination interventions		X			

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 1 : La DPAE dispose des moyens nécessaires pour fonctionner efficacement à partir de Début 2012. La DPAE est renforcée de manière à être opérationnelle. La formation sur la fertilité des sols a été porteuse.

3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Risque (score)
		Décrire	Score	
1 Les contrats de performance sont difficiles d'application (risque de conflit)	M	Les agents DPAAE restent à la recherche d'emplois mieux rémunérés	E	B
2 Manque de coordination des intervenants	E	1 Risque de doublons et de domaines non couverts 2 La DPAAE peut difficilement assurer son rôle de coordination	M	C
3. manque de personnel (DAF à former et manque d'un chef de service GR)	E	Gestion faible des ressources de la DPAAE, retard dans l'avancement des activités de lutte contre l'érosion	M	C

3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	L'appui à la DPAAE est bien ciblé et doit être finalisé
Efficience	A	L'efficience en termes du taux activités/frais généraux ; l'implication des agents de la DPAAE dans les activités non régaliennes a une influence sur l'efficience en augmentant les frais généraux
Durabilité	B	La DPAAE est capable de pérenniser les résultats des activités mais doit continuer à être suivie.
Pertinence	A	La composante 1 s'inscrit parfaitement dans les priorités du gouvernement : PNIA et SAN.

3.3.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire est à 99,5% pour l'année 2011.

3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Améliorer la coordination des interventions par renforcement de systèmes de coordination et supervision de la DPAAE	3.3.4	Province plan et DPAAE	2013
Assurer rapidement la formation du nouveau DAF Affecter rapidement un chef de service GR compétent et expérimenté	3.3.4	DPAAE	Q1 2012

3.4 Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole

3.4.1 Indicateurs

Résultat 2.						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Alphabétisation						
Nombre d'alphabétiseurs formés	48			132 alphabétiseurs 1 alphabétiseur par colline) +6 encadreurs communaux(1 par commune)	132 alphabétiseurs +6 encadreurs communaux	Cette activité sera initiée bientôt et il y aura un alphabétiseur sur chaque colline de la province Cibitoke et 6 encadreurs communaux (1 par commune)
Nombre de session de formation				2	4	Les sessions n'ont pas eu lieu du fait du processus long du choix du partenaire mais aussi de la stratégie
Nombre d'apprenants terminant le cycle.	-			40000	12000	Cette activité sera initiée début 2012 et il y aura au moins 3 sessions de 4 mois chacune avec 4000 apprenants par session sur toutes les collines
Contribution des apprenants au prix du service						Indicateur non pertinent
Appui à la structuration						
Nombre de leaders paysannes actives						Indicateur non pertinent
Existence de réseau de leaders paysannes						Indicateurs non pertinent
Nombre d'organisations fonctionnelles par filière ou en voie de le devenir	-			7		Parmi ces OP il y a des fédérations(Thé), des unions(Riz) et des coopératives (Tomate, banane) qui renfermes en leur sein plusieurs petites associations.
Nombre de membres de ces OP, ratio genre	-			3240		60 pour la tomate, 2000 pour la banane, 180 pour le riz, 1000 pour le thé

La situation de référence n'a pas été établie en début de projet. En février 2011 lors de la réunion de la 2^{ème} SMCL, des propositions de changement de certaines activités ont été approuvées. Au départ le partenaire identifié dans le DTF pour exécuter l'alphabétisation était le CDF mais il a été décidé lors de la réunion de la SMCL de laisser le libre choix au projet du partenaire chargé de l'exécution de l'alphabétisation. Aussi, Initialement prévue aux seules associations partenaires avec PADAP, cette activité a été étendue sur toutes les collines de la province Cibitoke. C'est ainsi que la Direction de l'alphabétisation (qui était au départ le service National de l'alphabétisation avant la réorganisation du Ministère) a été choisi compte tenu que ça se trouvait dans ses mandats régaliens. Le processus a été long au départ mais pour le moment des conventions de collaboration ont été finalisées et seront mises en œuvre en début de 2012.

Concernant l'appui à la structuration une autre modification a été adoptée lors de la 2^{ème} réunion de de la SMCL :

Guidé par l'approche professionnalisation et afin d'éviter une dispersion, il a été retenu par la SMCL que le PADAP intègre les femmes (résultat 2.2) au sein des OPA dans les filières retenues où l'approche genre sera prise en compte. Ainsi le résultat appui aux leaders paysannes a été directement intégré dans le résultat relatif aux associations et groupements renforcés (résultat 2.3)

Sur base des listes fournies par la DPAE Cibitoke et la MANE Cibitoke plus de 800 associations ont été recensées. Guidé par des initiatives existantes, quelques associations ont été identifiées comme partenaires du projet mais le processus continu. Sur base d'un contrat avec une organisation locale spécialisée en structuration, un agent avec expérience en structuration sera affecté au projet pour accompagnement rapproché de ces associations.

3.4.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
2. 1. 1. Equipement des centres d'alphabétisation, des alphabétiseurs					
- achat des motos pour le coordonateur provincial de l'alphabétisation et les 6 encadreurs communaux		X			
2.1.2. Réalisation des sessions d'alphabétisation					
- Identification des partenaires liées à la problématique alphabétisation		X			
- Réunions de concertation PADAP – CDF- Service National de l'Alphabétisation (SNA)		X			
- Etat des lieux des activités d'alphabétisation et analyse des possibilités de synergie d'intervention			X		Il a été difficile que les deux partenaires (CDF- SNA) puissent s'entendre pour piloter ensemble l'activité
- Proposition de collaboration avec le SNA – rencontres avec Coordination provinciale et Direction nationale		X			
- Elaboration d'une stratégie - Plan d'actions prévisionnel – Budgétisation prévisionnelle – Cadre logique des interventions – Ebauche de planification – Support de contrôles		X			
- Elaboration d'une convention cadre et de 3 conventions spécifiques (A. Formation des alphabétiseurs, B. Session d'alphabétisation, C. gestion moto et fonctionnement)		X			

- Discussion des conventions avec équipe du projet et CTB			X		Ça a pris du temps pour arriver à harmoniser avec les motos DPAE
- Discussion des conventions avec le partenaire			X		C'était difficile de pouvoir s'entendre sur certains points surtout liés au frais des missions pour la direction nationale, les per diem pour les formateurs, etc
- Approbation des conventions par toutes les parties	X				
2.2.1. Appui aux leaders paysannes				X	Avec l'aval de la SMCL, cette activité a été intégrée dans l'activité 2.3.2 appui organisationnel et institutionnel des OP qui devra obligatoirement prendre en compte le genre.
2.3.1. Diagnostic des OP de la province et élaboration de démarches de professionnalisation				X	Avec l'aval de la SMCL cette activité a été intégrée dans l'activité.3.2 appui organisationnel et institutionnel des OP
2.3.2. Appui organisationnel et institutionnel aux OP					
- Répertoire des OP travaillant dans le secteur agricole		X			
- identification des OP avec lesquels le projet peut collaborer (sur base de leur initiative et de leur dynamisme)			X		La plupart des OP existent par leur nom et n'ont jamais eu d'activités qui les lient, ils se créent parce qu'il y a un projet qui vient pour profiter de son appui
- identification des prestataires (ONG locales) spécialisés en structuration		X			
- Elaboration et lancement d'une Demande de cotation pour le choix du prestataire en structuration		X			
2.3.3. Appuyer la structuration vers des niveaux supérieurs				X	Avec aval de la SMCL cette activité a été intégrée dans l'activité.3.2 appui organisationnel et institutionnel des OP

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole :

L'évolution a été lente du fait de l'identification des partenaires et du niveau faible d'organisation des associations.

Résultat 2.1 : L'alphabétisation des paysans et en particulier des femmes, est améliorée

Bien que le processus d'identification du partenaire et de la stratégie aient été longs, des conventions de collaboration ont été élaborées, discutées et approuvées par les parties concernées. La mise en œuvre de ces conventions va débuter avec l'année 2012. Ainsi tous les outils déjà mis en place faciliteront l'exécution de ces conventions et contribueront fortement à l'atteinte de ce résultat.

Résultat 2.2 Les leaders paysannes sont renforcées et un réseau est mise en place

Guidé par l'approche professionnalisation agricole, on a trouvé que ce résultat n'était pas pertinent car il serait insensé de créer un réseau de femmes uniquement alors qu'on est dans une logique de renforcement des organisations de producteurs agricoles au sein des filières agricoles afin de les

professionnaliser. Toutefois étant donné que les activités de ce résultat ont été intégrées dans le résultat 2.3 qui prendra inévitablement en compte la dimension genre, une partie de ce résultat sera atteint car les leaders paysannes membres des OPA seront renforcées.

Résultat 2.3 Les associations et groupement sont renforcés

A Cibitoke, il existe une multitude d'associations et groupements dans le secteur agricole. Cependant la plupart de ces associations sont au niveau zéro sur tous les points de vu et certaines d'entre elles n'existent seulement que par leur nom. Un travail d'identification des associations plus ou moins viables a été déjà effectué, des réunions de concertation pour identification de leurs besoins ont été également organisées. Ces discussions ont aboutis à un recrutement d'un prestataire de services qui mettra à la disposition du projet un agent qui assurera un accompagnement rapproché de ces OP en ce qui est de l'appui organisationnel et institutionnel. Cet accompagnement qui commencera avec le début de l'année 2012 permettra aux OP d'être plus professionnelles en rendant correctement les services à leurs membres et partant d'être plus viables et plus durables.

3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Absence de salles pour alphabétisation sur l'une ou l'autre colline	Moyenne	Il pourrait y avoir l'une ou l'autre colline qui manque de salle du fait que la direction de l'alphabétisation utilise des salles existences (écoles, églises,...)	M	C
Désintérêt de la population et de certains agents du ministère quant à l'alphabétisation	Moyenne	Certaines personnes ne comprennent pas que l'alphabétisation est le moteur du développement	M	C
Incohérences des approches d'appui aux OP des différents intervenants	Forte	De nombreux intervenants ont une logique de dons aux groupes cibles contraire à celle de PADAP	E	C
Les paysans sont plus habitués aux logiques de captation de l'aide sous formes de dons.	Moyenne	La plupart des OP sont toujours dans la logique de recevoir des dons	E	C

3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	C'est vrai que le résultat n'est pas encore atteint pour des raisons déjà évoquées mais les activités déjà initiées contribuent bien à la réalisation de ce résultat. Par ailleurs il faut remarquer que la professionnalisation est quelque chose qui s'acquiert après un long travail de renforcement de capacité c'est qui fait que il est trop tôt de mesurer l'efficacité.
Efficience	B	Malgré un faible exploitation des ressources pour 2011, les outils mise en place permettront d'exploiter convenablement les ressources en 2012.
Durabilité	B	La durabilité de l'appui aux OP est en partie garantie par l'accompagnement rapproché qui va permettre aux OP de rendre correctement les services à leurs membres mais ça nécessitera un temps relativement long.
Pertinence	A	Les activités répondent bien aux principales faiblesses et insuffisances rencontrées au niveau des OP. C'est même la base de la réussite du résultat 3

3.4.6 Exécution budgétaire

Le taux d'utilisation se trouve à 0%. Les raisons principales ont été dues au fait que, d'une part, le processus d'identification du partenaire, de l'élaboration de la stratégie et de la recherche du consensus sur les conventions ont pris du temps, d'autre part que le choix des associations viables était difficile. Tous les outils sont actuellement mis en place pour permettre une bonne exécution budgétaire en 2012.

3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Sensibiliser l'administration et les services techniques de la province pour prêter les salles d'alphabétisation	3.4.4	Coordination provinciale d'alphabétisation + CAI	Q1 de N+1
Sensibiliser la population sur l'intérêt de l'alphabétisation	3.4.4	Coordination provinciale d'alphabétisation + Administration	Q1 de N+1
Organiser des réunions de concertation de tous les intervenants de la province pour harmoniser les approches	3.4.4	DPAE+ CAI	Q1 de N+1

3.5 Résultat 3 Appui aux initiatives économiques privées

3.5.1 Indicateurs

RESULTATS 3						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
3 Des initiatives économiques privées se développent au sein de la chaîne des valeurs						
3.1 Les centres d'appui aux initiatives sont installés						
Nbre de centres d'appui installés	3	0	0		2	Problème initial sur le concept du CAI
Nbre de services développés	Non renseigné					
Nbre d'adhérents	Non renseigné					Prévision installation de « CAI » : Un au sein de l'union de producteur de riz Ejo Heza sur Rugombo
Parité Ho / Fe	Non renseigné					
Contribution des bénéficiaires	Non renseigné					
Satisfaction des OPAs vis-à-vis des services développés par le CAI	Non renseigné					Un au sein de la fédération des producteurs de Thé de Buhoro à Mabayi
3.2 Des initiatives économiques au sein des chaînes de valeurs sont appuyées						
Nbre de OPAs appuyées	Non renseigné		3			<p>Fédération des producteurs de thé de Buhoro (34 associations, 3 unions représentant 900 membres sur 1900 planteurs)</p> <p>Union des producteurs de riz Ejo Heza (11 associations 182 membres 260 ha)</p> <p>Coopérative des producteurs de tomate Iteka Kuribose (60 producteurs sur près de 60ha)</p> <p>3 Coopératives avec près de 1500 membres</p>
Nbre de formations			6			Fertilité et gestion des sols Maladies du bananier et techniques de bonne conduite
Nbre de personnes formées	Non renseigné		230			
Nbre d'études effectuées	Non renseigné		2			
Degré de satisfaction des membres des OPAs	Non renseigné					
Production moyenne de la province	Non renseigné					
3.4 L'offre des produits financiers accessibles aux producteurs ruraux est améliorée						

Nbre de personnes formées au sein des IMFs	Non renseigné					En cours

3.5.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
3.1 CAI installés et opérationnels					
3.1.1 Installer les centres d'appui aux initiatives				D	Non encore mis en œuvre.
3.1.2 Mise en œuvre des activités d'appui du CAI				D	Problème initial conceptuel
3.2 Initiatives économiques appuyées au sein de la chaîne des valeurs					
3.2.1 Identifier et prioriser les initiatives économiques		B			
Etudes filières		B			
Atelier de concertation des acteurs agricole de province		B			
3.2.2 Apporter les appuis techniques et financiers aux porteurs de projet					
Appui fédération thé de Buhoro Formations fertilisation en collaboration avec IFDC Fonds de roulement en nature (intrants)		B			
Appui « secteur Banane » Contrat de collaboration (CIALCA, ADISCO, PADAP) 5 Champs mère issus de vitroplants (9500 plants), Formation 40 formateurs OPAs Formation 160 membres du personnel de laDPAE dont 132 Monagris DPAA sur les maladies Avec Cialca, élaboration, multiplication et distribution de fiches technique sur les maladies du bananier Avec Cialca élaboration et multilication et distribution de carnet de veille phytosanitaire		B			
Appui « secteur Riz » Réunions d'échange inter province sur petite mécanisation et méthode des engrais briquette Fonds expérimental petite mécanisation (motoculteur) Fonds expérimental engrais briquette Commande motoculteurs		B			
Appui « secteur tomate » Réunions Identification de besoins Fonds de roulement en nature (intrants,...)		B			
3.4 Amélioration de l'offre des produits financiers					
Renforcement des services financiers Etude microfinance (offre demande)		B	C		Fonds de garantie et fonds de crédit remis en cause (expérience Kirundo !!) au profit de fonds de subvention pour l'investissement de base (hangar,..) et de fonds de roulement en nature. A ce jour seul un fonds de formation est envisagé dans l'immédiat afin de renforcer les capacités des IMfs

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Evolution lente notamment causée par l'identification d'OPAs crédibles et potentiellement proactives. Le renforcement des OP est un processus long. Il est important de veiller, préalablement à cibler les OPs avec lesquelles les chances de réussite potentielle sont estimées significatives.

Si depuis 1993, il y a très peu d'intervenants qui sont basés sur la province de Cibitoke et encore moins œuvrant dans le cadre du développement durable, les principales interventions des projets se sont déroulées dans un cadre d'urgence conduisant à une profusion d'associations opportunistes généralement attentistes et peu créatives (plus de 800 sur la province).

On observe donc des bénéficiaires potentielles peu organisés, peu motivés, peu formés,... Il convient donc de développer des activités pilotes basées sur des initiatives existantes

Débutant par l'appui organisationnel et la structuration des OPAs, cela doit passer progressivement par des formations techniques assorties de fonds de roulement en nature et ensuite de structures de stockage ou de transformation.

Le démarrage de ces appuis nécessite actuellement un renforcement des ressources humaines du projet. Actuellement, le personnel en charge des composantes 2 et 3 se compose d'un ATI (fin de contrat au 30 avril 2012) et d'un coordonnateur.

3.1 Centres d'appui aux initiatives (CAI)

Certains concepts trop théoriques et parfois peu opérationnels dans les DTF peuvent conduire à des confusions retardant considérablement la mise en œuvre. (cas du CAI)

Le concept même du CAI semble être remis en cause à Kirundo lors de leur dernière MTR.

Toutefois certains aspects du CAI sont envisagés en se reposant sur 2 structures existantes avec un niveau d'organisation relativement bon. C'est ainsi qu'il est prévu de renforcer la fédération des théiculteurs de Buoro (1000 membres) et l'union des producteurs de riz Ejo Heza afin qu'à terme elle puisse développer certains services à ses membres.

3.2 Initiatives économiques appuyées au sein de la chaîne des valeurs

Actuellement l'identification nous a permis d'envisager de mettre en place des stratégies d'appui au sein des OPAs retenues. Afin d'évoluer rapidement, ces OPAS doivent bénéficier d'un suivi rapproché de la part du projet ou de la part de partenaires. C'est dans cette intention que certains contrats de partenariats ont été établis avec des structures locale existantes. Toutefois fort est de constater que les structures locales d'appui ont également des capacités parfois fort limitées.

3.4 Amélioration de l'offre des produits financiers

Avant d'améliorer l'accès aux produits financiers, il apparaît à travers une étude sur la microfinance à Cibitoke qu'il convient de diminuer les taux d'intérêts pratiqués (2,2 à 2,6%/mois). Pour ce faire, il convient de diminuer d'une part les risques encourus par l'IMF par une formation du personnel devant déboucher sur une

- Une meilleure analyse et suivi des dossiers de prêts
- Mise en place de mécanisme de caution solidaire
- Mise en place de mécanismes de décaissement progressif
- Une meilleure information des produits

et d'autre part d'améliorer la faculté de remboursement de l'opérateur par l'amélioration de sa productivité (accès semence et intrants de qualité, hangar de stockage)

Dans l'attente de la restitution de l'étude sur la faisabilité de mise en place d'un fonds de garantie pour le FMRP et d'autre part à une étude sur une stratégie commune CTB en matière de microfinance au Burundi, il nous a été demandé de retarder les activités prévues. Toutefois si au départ il était retenu de mettre en œuvre notamment des fonds de garantie, ils'avère que les 1ères actions vont se concentrer sur les formations du personnel des IMF. Les thèmes de formations sont identifiés. Les formations seront dispensée en 2012.

3.5.4 Risques et hypothèses

Risque	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Risque (score)
		Décrire	Score	
L'environnement socio économique malgré une meilleure stabilité n'encourage pas les dynamiques économiques	Moyenne	Le climat actuel, même s'il s'améliore, ne pousse pas le privé à investir dans des fonctions productives.	M	M
La politique de développement agricole manque de vision stratégique et d'actions concrètes durables.	Moyenne	Exemple : Politique de subvention partielle des intrants qui entre en concurrence avec le secteur privé qui se désengage de ce secteur. Politique de distribution gratuite des rejets de bananiers qui augmentent gravement les risques de dissémination des maladies.	M	M
Les méthodologies de développement des divers intervenants sont antagonistes (PADAP, FIDA, FAO,..)	Moyenne	Manque de motivation des OPAs à rentrer dans un système pérenne plus rigoureux et contraignant. Les OP s'enfoncent dans leur logique d'assistanat	Elévé	M
La DPAAE veut garder ses fonctions commerciales	Moyenne	Compétition inégale entre secteur privé et secteur étatique	M	M

3.5.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Même si la démarche de l'appui aux OPAs est bonne, le résultat de la professionnalisation des OPAs ne sera pas atteint dans l'immédiat. Le renforcement est une activité à inscrire dans une approche moyen à long terme. L'accès des OPAs et privés aux services doit être complètement revu.
Efficience	B	Actuellement l'exploitation des ressources est très faible mais elle doit s'élever considérablement à partir de 2012.
Durabilité	B	La durabilité nécessite avant tout une stratégie claire, une base solide et un accompagnement holistique à court et moyen terme afin de viser l'appropriation par les bénéficiaires. C'est pour cela qu'il convient dès le départ même si cela ralentit le processus d'identifier des OPAs potentiellement aptes et réceptives et de les accompagner peu à peu autour d'activité rémunératrice.
Pertinence	A	La plupart des activités répondent aux principales faiblesses et insuffisances rencontrées au niveau des OP et des individus. Par contre certaines stratégies du DTF semblent peu pertinentes notamment celles relatives au CAI et à la microfinance

3.5.6 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire est au 31/12/2011 de 9% ce qui est très faible. 2011 nous aura permis d'identifier les principaux partenaires, d'évaluer leur besoins et de préparer les outils. Dès le début 2012, le taux d'exécution devra s'accélérer fortement.

3.5.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteurs	Deadline
Renforcement des ressources humaines impliquées dans l'appui aux initiatives. Un min de 2 personnes contractualisées au PADAP devraient être recrutées afin de renforcer le coordinateur du CAI		PADAP Cibitoke	Début 2012
Suite à la MTR du PADAP Kirundo et en synergie avec le PAIOSA, il est urgent de capitaliser l'expérience Kirundo et de s'harmoniser sur <ol style="list-style-type: none"> 1) l'opérationnalité du CAI 2) Le mode et la forme d'appuis financiers à apporter aux OPAs (fonds en nature, fonds de subvention,...) 3) Modalité de mise en œuvre en vue de l'amélioration de l'accès aux crédits 		PADAPCib-PADAPKir - PAIOSA	Début 2012
Nécessité de réflexions profondes sur des stratégies pragmatiques <ul style="list-style-type: none"> - Développement de la microfinance du monde rural - Mécanisme d'amélioration de l'accès aux semences, engrais, phytosanitaire - Renforcement des capacités des organismes d'encadrement privé (ONG, ASBL,..) ou étatiques 		PADAP Cibi - PAIOSA	2012
Commanditer une MTR afin de recentrer les activités et optimiser les actions retenues en vue d'une continuation par le PAIOSA		PADAP- PAIOSA	2012

3.6 Résultat 4 : des infrastructures sont réhabilitées et transférées aux usagers et en voie de viabilisations

3.6.1 Indicateurs

Résultat 1: une action de réhabilitation des périmètres irrigués est menée et capitalisée						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Existence d'instances de concertation						L'étude de concertation entre les acteurs du réseau est en cours
Enoncé clair et connu du mandats entre les acteurs						Encours (étude SHER) et concertation entre les acteurs
Superficie réhabilitée						L'étude en cours concerne les APS pour réhabiliter plus de 6.000 ha
Résultat 2: Des mesures de protection de l'environnement sont prises						
Ha de plantation						220.000 plants = 100 has
Mètres linéaires d'aménagement anti-érosif						Pas de réalisations
Résultat 3: Les centres semenciers et vétérinaires sont réhabilités et ransférés aux usagers						
Nombre de centres réhabilités	9 + 3	0	0	0		Études centres vétérinaires faites Etude centres semenciers en cours
Contrat de transfert avec les OP						Aucun
Reconnaissance des OP comme product. de semences						Non
Quantité de semences produites et commercialisées sous label						Les centres semenciers fonctionnent avec la DPAE

Baseiline : voir plus haut

3.6.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
Etude sur l'amélioration des terres et de l'eau en plaine de l'imbo		X			Fin de l'étude : juillet 2012
Concertation entre les acteurs du réseau		X			Fin de l'étude : avril 2012
Plantation d'espèces forestières		X			100 has plantés
Etude réhabilitation/construction de 9 centres vétérinaires		X			Etude disponible en février 2012

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

- ➔ Les études sont en cours (réhabilitation du réseau, concertation entre les acteurs et les consultants ont une bonne connaissance de la zone)
- ➔ Effets inattendus : ralentissements desancements d'AO par manque de disponibilité de cadres
- ➔ Facteurs d'influences sur les activités :
 - Retards quant à l'expression des demandes de la part de la DPAE (centres à réhabiliter et à construire, expression de besoin en abattoirs, Manque de ressources humaines à la DPAE pour les actions de lutte contre l'érosion et la protection des bassins versants (pas de chef de service GR dynamique)

De nombreuses activités sont initiées et l'appui d'un AJ pour la protection des bassins versants sera effective dès février.

Les réhabilitations et construction des centres vétérinaires et semenciers est initiée.

La commande de 2.500.000 est lancée pour la production de plus de 2.000.000 de plants forestiers.

3.6.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Manque de disponibilité pour l'avancement des dossiers (constructions et réhabilitations)	Moyen	Les membres des sous commissions sont souvent absents, les séances durent trop longtemps	M	B
Retards attendus pour démarrer les APD pour les travaux sur le réseau	Moyen		M	C
Mauvaise compréhension de la gestion rigoureuse du réseau et de l'eau	Moyen		M	C
Durée trop longue pour analyse des offres	Moyen		M	C

3.6.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Le PADAP a fait le choix d'initier une étude complète (réhabilitation du réseau d'irrigation), qui pourra être soumise à d'autres bailleurs dans la mesure où les travaux de grande envergure qui seront suggérés ne pourront pas être pris en charge par le projet.
Efficienc	B	Bonne utilisation des ressources
Durabilité	B	En fonction de la sensibilisation des usagers et de la bonne gestion du réseau et des centres réhabilités.
Pertinence	B	Les actions répondent aux besoins des acteurs

3.6.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire est de 109,5 % pour l'année 2011.

3.6.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Collaboration avec PAIOSA pour démarrer les travaux de réhabilitation du périmètre irrigué le plus rapidement possible sur base des conclusions de l'étude SHER	3.6.2	A : CTB-RR B : PAIOSA niveau central	Q3 2013
S'assurer de la bonne gestion du périmètre irrigué en associant toutes les parties (usagers, administration, renforcement de la fédération)	3.6.2	DPAE	Pendant les travaux
Faire appel à un consultant génie civil pour accélérer et contrôler les études et finaliser les dossiers techniques	3.6.2	PADAP	Q1 2012
Limiter les sous-commissions d'analyse à Max 4 personnes avec le président et imposer que les analyses soient faites dans la journée avec signature du PV.	3.6.3	PADAP DPAE	Q1 2012

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

La plupart des interventions du PADAP-Cibitoke n'ont pas un aspect genre dans la mise en œuvre. L'aspect genre est pris en compte dans les activités d'accompagnement des OP et dans les actions d'alphabétisation. Dans le cadre des appuis aux OP l'accent est mis sur la présence de femmes dans les comités de gestion et de contrôle.

4.2 Environnement

L'aspect l'environnement est fortement pris en compte dans :

- la protection de bassins versants
- La lutte anti-érosive
- la mise ne place de 100 hectares de plants forestiers
- les études d'impact environmental (construction d'abattoirs,..) ;

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État
Décisions à prendre conjointement DPAE-PADAP dans le cadre des réunions hebdomadaires.	PV réunion	PADAP DPAE	Q1	Fait
Convention alphabétisation avec partenaire (DNA)	Convention	CAI et DNA	Q3	Fait
Etude sur les IMF	Etude réalisée	Direction PADAP	Q3	Fait
Allègement du CAI	Planing Q2	CAI	Q2	Fait
Lancer un appel à manifestation d'intérêt pour une grosse étude « amélioration de la gestion des terres et de l'eau qui aboutira sur d'importants travaux	Etude en cours	PADAP / SHER	Q4	En cours
La SMCL a donné son accord pour les modifications budgétaires	Proposition changement budget	Direction PADAP	Q2	Fait
La SMCL a validé la liste des derniers engagements	Rapport Q4	Direction PADAP	Q4	En cours
Prochaine SMCL à Cibitoke	Concernés	Direction PADAP		Invitation Pour mars 2012

6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
Alléger les sous-commissions d'analyse des offres (MP) L'attribution de primes sur base d'une évaluation générale n'est pas fonctionnelle	PADAP DPAE
Dans le cadre du CAI et de l'appui aux OP et aux filières, des actions plus globales et durables doivent être réfléchies et initiées de sorte que le plus rapidement possible la mise en place de concertations solides entre les producteurs d'une part et les partenaires / commerçants / transporteurs / transformateurs d'autre part soient effectives et porteuses, ce dans le cadre d'études relatives aux filières retenues par le PAIOSA d'abord et ensuite dans le cadre de filières émergentes ou à appuyer car existantes à l'état embryonnaire. Le renforcement de ces concertations peut être confié à des structures spécialisées dans l'organisation du monde rural sur une période allant de 10 à 20 mois	PADAP et OP

7 Annexes

7.1 Cadre Logique

Pas modifié

CADRE LOGIQUE PADAP CIBITOKÉ

Cadre Logique : Projet d'Appui au Développement Agricole de la Province de Cibitoke PADAP-Cibitoke

BTC CTB

Objectif global : « Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la province de Cibitoke ».

Objectif spécifique		Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
« Les productions agricoles dans la province de Cibitoke sont augmentées et valorisées ».		<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'insécurité alimentaire - Nombre d'unités de transformation - Recettes communales liées à l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Données DPAE - Budgets communaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique, sociale et économique au niveau national et de la province. - Climat favorable.
No.	Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses

Résultat 1: La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics.				
	Résultat 1.1: La DPAE dispose de moyens pour l'exécution de ses mandats	<ul style="list-style-type: none"> - Présence effective des agents sur leur lieu de travail - Budget de fonctionnement disponible / consommé 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel DPAE - Fiche de procédures pour les primes 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation efficiente, efficace et transparente des moyens disponibles - Volonté institutionnelle et individuelle de mettre en œuvre la SAN dans la province - Niveau de rémunération (y compris primes) suffisamment attractifs
	Résultat 1.2: Les capacités de la DPAE à exécuter ses missions telles que définies dans la SAN sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un plan visant à opérationnaliser la SAN dans la province, compris et mis en œuvre par les agents. - Outils méthodologiques et pédagogiques disponibles et adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel DPAE - Rapport de consultation - Interview des agents - Plan de formation - Rapport annuel DPAE 	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptation de la vision qui pourrait être contradictoire avec des intérêts personnels ou institutionnels
	Résultat 1.3: Les expériences locales sont capitalisées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ateliers / de réunions de réflexion au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel DPAE - Rapport annuel PAI 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté institutionnelle et individuelle de mettre en œuvre la SAN dans la province - Les autres acteurs collaborent - Absence de rotation de personnel
	Résultat 1.4: Les fonctions productives et commerciales de la DPAE sont transférées à des acteurs privés	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert effectif 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats avec acteurs privés 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté institutionnelle au niveau national de mettre en œuvre la SAN

No.	Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
	Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole.			
	<u>Résultat 2.1</u> : L'alphabétisation des paysans, et en particulier des femmes, est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participants terminant le cycle - Contributions des apprenants au prix du service 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CDF - Interview de néo-alphabétisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Le contexte économique et social est favorable à la valorisation des compétences acquises au profit d'activités économiques ou sociales au sein d'OP
	<u>Résultat 2.2</u> : Les leaders paysannes sont renforcées et un réseau est mis en place	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de leaders paysannes actives - Existence d'un réseau de leaders paysannes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CDF - Interview de leaders paysannes et de femmes - Rapport de prestation ONG 	<ul style="list-style-type: none"> - Le contexte social est favorable à l'affirmation des femmes - Le contexte économique et social est favorable à la valorisation des compétences acquises au profit d'activités économiques ou sociales au sein d'OP
	<u>Résultat 2.3</u> : Les associations et groupements sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'organisations « fonctionnelles » par filière ou en voie de le devenir. - Nombre de membres de ces OP, ratio genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de prestation ONG - Rapport annuel CAI - Interview OP - Dispositif de suivi évaluation mis en place par le CAI 	<ul style="list-style-type: none"> - L'environnement économique et institutionnel est favorable - Les OP sortent des logiques de captation de l'aide
	Résultat 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs.			
	<u>Résultat 3.1</u> : Les centres d'appui aux initiatives sont installés et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de fréquentation - Contribution effective au paiement des services - Nombre d'OP actives dans le CAI 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Interview OP - Interview MANE - Enquête de satisfaction 	<ul style="list-style-type: none"> - Les OP comprennent l'approche CAI et se l'approprient
	<u>Résultat 3.2</u> : Des initiatives économiques au sein de chaînes de valeurs sont appuyées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets appuyés dans les filières, ratio genre - Nombre de partenariats d'affaires - Nombre de personnes formées, ratio genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Interview OP - Interview communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de collaboration entre acteurs - Contexte économique et politique favorable
	<u>Résultat 3.3</u> : La structuration des filières est amorcée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de filières ayant mis en place des mécanismes de concertation réguliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Interview OP, privées, communes - PV des réunions 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de collaborer entre les acteurs - Le cadre légal est favorable à la concertation au sein des filières
	<u>Résultat 3.4</u> : L'offre de produits financiers accessibles aux producteurs ruraux est améliorée.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de membres, ratio genre - Nbre de crédits, encours moyens PAR 30-jours. - Volume de crédits accordés par les IMF et taux de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Rapport annuel IMF 	<ul style="list-style-type: none"> - Contexte économique et politique favorable

	Résultat 4 : Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation.		
Résultat 4.1. : Une action pilote de réhabilitation / extension de périmètres irrigués est menée et capitalisée	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'instances de concertation - Enoncé clair et connu des mandats des acteurs - Superficie aménagée / réhabilitée 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel du projet - Rapports des communes et de la DPAAE - PV de réunions de concertation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de concertation - Existence d'une décision politique - Contrôle des situations de rente - Des critères technico-économiques orientent les choix et non des critères politiques - Maîtrise des aspects fonciers
Résultat 4.2. : Des mesures de protection de l'environnement sont prises	<ul style="list-style-type: none"> - Ha de plantation - Mètre linéaire ou superficie d'aménagement anti-érosif 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel du projet - Rapport des communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Condition climatiques favorables
Résultat 4.3 : Les centres semenciers et vétérinaires sont transférés aux usagers et viabilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de centres réhabilités - Contrat de transfert avec les OP - Reconnaissance des OP / privés comme producteurs de semence - Quantité de semences produites et commercialisées sous label 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des OP / privés - Rapport annuel de la DPAAE 	<ul style="list-style-type: none"> - Des critères technico-économiques orientent les choix et non des critères politiques

No.	Activités par résultats	Moyens	Coûts
<u>Résultat 1 : La DPAA est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics.</u>			
<u>Selon le résultat 1.1: La DPAA dispose de moyens pour l'exécution de ses mandats</u>			
	Equiper la DPAA	Entreprises pour travaux de réhabilitation Voitures, moto et vélos Matériels de bureau et informatique Equipements de base des techniciens	322 700
	Appuis financiers à la DPAA pour ses c activités de terrain	Frais de fonctionnement des véhicules Dispositif de primes de résultats pour DPAA	289 000
<u>Selon le résultat 1.2: Les capacités de la DPAA à exécuter ses missions telles que définies dans la SAN sont améliorées.</u>			
	Clarification des mandats de la DPAA au regard de la SAN	Missions de consultance nationale et internationale Ateliers acteurs et missions d'appui du ministère	50 000
	Renforcer les capacités de la DPAA	Un plan de formation et voyages d'études Appui de l'Assistant Technique	75 000
<u>Selon le résultat 1.3: Les expériences locales sont capitalisées</u>			
	Suivre et évaluer les changements institutionnels au niveau de la DPAA et capitaliser les enseignements	Direction de l'intervention Ateliers, échanges avec le Minagrie et avec le PAI	Budget de renforcement des capacités
<u>Selon le résultat 1.4: Les fonctions productives et commerciales de la DPAA ont été transférées vers des acteurs privés</u>			
	Accompagnement du processus de désengagement	Conseil de la direction de l'intervention et de l'AT 1 Conseils juridiques Ateliers et échanges avec le Minagrie au niveau central	Budget de renforcement des capacités

Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole.

➤ **Selon le résultat 2.1: L'alphabétisation des paysans, et en particulier des femmes, est améliorée**

Equiperment des centres d'alphabétisation, des alphabétiseurs et des CDF	Entreprises pour travaux Achats vélos pour alphabétiseurs Equiperment informatique	87 800
Réalisation de sessions (de 6 mois) d'alphabétisation	Convention avec les CDF assurant la maîtrise d'ouvrage : primes alphabétiseurs, consommables, .. Conseil de l'AT 2	115 500

Selon le résultat 2.2: Les leaders paysannes sont renforcées et un réseau est mis en place

Appui aux leaders paysannes	Convention de partenariat avec CDF pour maîtrise d'ouvrage Contrat avec une ONG spécialisée Conseil de l'AT 2	76 000
-----------------------------	---	--------

Selon le résultat 2.3: Les associations et groupements sont renforcées

Diagnostic des OP de la province et élaboration de démarches de professionnalisation des OP	Mission de consultance pour le diagnostic Atelier de réflexion multi-acteurs Contrats avec des ONG spécialisées, conseils juridiques	11 000
Appui organisationnel et institutionnel aux OP	Appuis du CAI Conseil de l'AT 2	210 000
Appuyer la structuration vers des niveaux supérieurs	Ateliers, formations, voyages d'échanges	30 000

Résultat 3 : Des initiatives économiques privées (OP et individuelles et autres formes) se développent au sein de chaînes de valeurs.

Selon le résultat 3.1 : Les centres d'appui aux initiatives sont installés

Installer les CAI	Conseil de l'AT 2 Contrats pour les personnels recrutés Sous-traitance pour les éventuels réfections de bureaux Appel d'offre pour les équipements	131 000
Mettre en place les procédures de fonctionnement et les démarches des CAI	Equipements des CAI : 8 ordinateurs et imprimantes, matériels de bureau Moyens de déplacement : 5 motos	21 000
	Frais de fonctionnement : salaires, carburant	-
Assurer le fonctionnement courant des C.A.I.	Conseil de l'AT 2 Formations et voyages d'études pour les agents	93 500
Capitaliser et amorcer l'institutionnalisation	Prestations de service Procédures (manuel des procédures d'utilisation des fonds) Ateliers de réflexion	18 000

Selon le résultat 3.2 : Des initiatives économiques au sein de chaînes de valeurs sont appuyées

Identifier et prioriser les initiatives économiques appuyées qui feront sens pour le territoire	Missions de consultance pour les études filières Ateliers de concertation pour le choix des filières	44 400
Apporter les appuis techniques et financiers aux porteurs de projets.	Les porteurs de projets sont les maîtres d'ouvrage de leurs propres actions. Le CAI intervient en appui. L'accompagnement et formation sous-traités à des ONG Les travaux sont sous-traités à des prestataires Fonds d'investissement pour les projets, Fonds d'étude et d'expertise, Fonds de formation et d'accompagnement	445 000

Selon le résultat 3.3. : La structuration des filières est amorcée

Favoriser la concertation entre acteurs des filières	Ateliers de concertation	10 000
--	--------------------------	--------

Selon le résultat 3.4. : L'offre de produits financiers accessibles aux populations rurales est améliorée

Dresser un diagnostic, identifier des axes de renforcement, proposer des outils innovants	Mission de consultance pour le Diagnostic	11 000
---	---	--------

Participer au renforcement des services financiers fournis par les IMF locales au secteur agricole (réflexions, lignes de crédit, fonds de garantie)	Convention de collaboration sur base d'un plan d'affaires, prévoyant des moyens de fonctionnement et des fonds de crédit Conseil AT 2 Missions d'expertise	323 000
--	--	---------

Résultat 4 : Des infrastructures et aménagements publics/collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation.

Selon le résultat 4.1. : Une action pilote de réhabilitation / extension de périmètres irrigués est menée et capitalisée

Processus de concertation par les acteurs pour réfléchir à l'avenir des zones irriguées	Mission de consultance pour le diagnostic du potentiel d'irrigation et propositions de schéma d'aménagement Contrat ONG pour la préparation des acteurs à la concertation	82 000
Accompagnement des acteurs (organisme de gestion, irrigants)	Contrat ONG pour l'accompagnement des acteurs	70 000
Réalisation des travaux	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre à définir lors du processus de concertation Fonds pour les travaux	500 000
L'action pilote est capitalisée	Mission de consultance pour l'évaluation Ateliers	12 000

Selon le résultat 4.2. : Des mesures de protection de l'environnement sont prises

Plantation d'espèces forestières et agro forestières	Maîtrise d'ouvrage Communes	75 000
Aménagements anti-érosifs dans les principaux bassins versants (périmètres irrigués) et dans le Mugamba	DPAE en assistance à la maîtrise d'ouvrage AT 1 en conseil Contrat de cash for work HIMO	150 000

Selon le résultat 4.3. : Les centres semenciers et vétérinaires sont transférés aux usagers et viabilisés

Réhabilitation des centres	Contrats pour réhabilitation Conseils juridiques Assistance à la maîtrise d'ouvrage par le PADAP (AT 1 et AT 2)	40 000
Accompagnement	Appuis par le projet semencier de l'ISABU (sur budget de ce projet) et du CAI (budget PADAP CAI)	

7.2 Activités M&E

Un tableau très simple de suivi a été élaboré et est surtout destiné à une vision bimestrielle de l'avancement des activités, il est lié à la planification organisationnelle.

7.3 Rapport “Budget versus actuals (y – m)”

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version: **G02**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
A COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA			736.700,00	5.976,93	152.893,13	158.870,06	577.829,94	22%
01 La DPAE dispose de moyens pour l'exécution de ses			611.700,00	5.976,93	146.658,86	152.635,79	459.064,21	25%
01 Equiper la DPAE		COGES	322.700,00	4.231,80	118.617,20	122.849,00	199.851,00	38%
02 Appuis financiers à la DPAE pour ses activités de terrain		COGES	289.000,00	1.745,13	28.041,66	29.786,79	259.213,21	10%
02 La DPAE assume ses mandats			125.000,00	0,00	6.234,27	6.234,27	118.765,73	5%
01 Clarification des mandats		REGIE	50.000,00	0,00	5.168,75	5.168,75	44.831,25	10%
02 Renforcement des capacités de la DPAE		COGES	75.000,00	0,00	1.065,52	1.065,52	73.934,48	1%
03 Les expériences locales sont capitalisées			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Suivi et capitalisation des changements		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
04 Les fonctions productives et commerciales sont			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Accompagnement du processus		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
B COMPOSANTE 2: APPUI À L'ÉMERGENCE D'UNE			530.300,00	0,00	0,00	0,00	530.300,00	0%
01 L'alphabétisation des paysans, et en particulier des			203.300,00	0,00	0,00	0,00	203.300,00	0%
01 Equipement des centres d'alphabétisation, des		COGES	87.800,00	0,00	0,00	0,00	87.800,00	0%
02 Réalisation de sessions (de 6 mois) d'alphabétisation		COGES	115.500,00	0,00	0,00	0,00	115.500,00	0%
02 Les leaders paysannes sont renforcées			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Appui aux leaders paysannes		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
03 Les associations et groupements sont renforcées			327.000,00	0,00	0,00	0,00	327.000,00	0%
01 Diagnostic des OP de la province et élaboration de		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Appui organisationnel et institutionnel aux OP		COGES	327.000,00	0,00	0,00	0,00	327.000,00	0%
03 Appuyer la structuration vers des niveaux supérieurs		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
C COMPOSANTE 3: APPUI AUX INITIATIVES ÉCONOMIQUES			1.096.900,00	44.266,54	41.815,36	86.081,90	1.010.818,10	8%
		REGIE	1.824.100,00	389.524,92	406.833,84	796.358,76	1.027.741,24	44%
		COGEST	3.175.900,00	15.559,76	234.742,31	250.302,07	2.925.597,93	8%
		TOTAL	5.000.000,00	405.084,68	641.576,15	1.046.660,83	3.953.339,17	21%

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version: **G02**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
01 Les CAI sont installés et opérationnels			263.500,00	44.266,54	25.005,85	69.272,39	194.227,61	26%
01 Installer les CAI		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Mise en place des activités d'appui		COGES	132.500,00	2.391,22	14.183,06	16.574,28	115.925,72	13%
03 Installer les CAI		REGIE	131.000,00	41.875,32	10.822,79	52.698,11	78.301,89	40%
02 Des initiatives économiques au sein de chaînes de			499.400,00	0,00	14.943,90	14.943,90	484.456,10	3%
01 Identifier et prioriser les initiatives économiques appuyées		COGES	54.400,00	0,00	5.633,20	5.633,20	48.766,80	10%
02 Apporter les appuis techniques et financiers		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Apporter les appuis techniques et financiers		COGES	445.000,00	0,00	9.310,70	9.310,70	435.689,30	2%
03 La structuration des filières est amorcée			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
01 Favoriser la concertation entre acteurs des filières		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
04 L'offre de produits financiers accessibles aux			334.000,00	0,00	1.865,61	1.865,61	332.134,39	1%
01 Dresser un diagnostic de la micro finance		COGES	0,00	0,00	1.865,61	1.865,61	-1.865,61	??
02 Participer au renforcement des services financiers		COGES	334.000,00	0,00	0,00	0,00	334.000,00	0%
D COMPOSANTE 4: MISE EN PLACE OU LA RÉHABILITATION			929.000,00	6.062,21	40.635,75	46.697,96	882.302,04	5%
01 Une action pilote de réhabilitation / extension de			664.000,00	5.999,67	24.227,00	30.226,67	633.773,33	5%
01 Processus de concertation par les acteurs		COGES	82.000,00	0,00	0,00	0,00	82.000,00	0%
02 Accompagnement des acteurs (organisme de gestion,		COGES	70.000,00	0,00	57,49	57,49	69.942,51	0%
03 Réalisation des travaux		COGES	500.000,00	5.999,67	24.169,51	30.169,18	469.830,82	6%
04 L'action pilote est capitalisée		COGES	12.000,00	0,00	0,00	0,00	12.000,00	0%
02 Des mesures de protection de l'environnement sont			225.000,00	62,54	16.408,75	16.471,29	208.528,71	7%
01 Plantation d'espèces forestières et agro forestières		COGES	75.000,00	0,00	16.408,75	16.408,75	58.591,25	22%
02 Aménagements antiérosifs (courbes de niveaux)		COGES	150.000,00	62,54	0,00	62,54	149.937,46	0%
		REGIE	1.824.100,00	389.524,92	406.833,84	796.358,76	1.027.741,24	44%
		COGEST	3.175.900,00	15.559,76	234.742,31	250.302,07	2.925.597,93	8%
		TOTAL	5.000.000,00	405.084,68	641.576,15	1.046.660,83	3.953.339,17	21%

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version: **G02**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
03 Les centres semenciers et vétérinaires sont réhabilités			40.000,00	0,00	0,00	0,00	40.000,00	0%
01 Réhabilitation		COGES	40.000,00	0,00	0,00	0,00	40.000,00	0%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			140.000,00	0,00	0,00	0,00	140.000,00	0%
01 Réserve budgétaire			140.000,00	0,00	0,00	0,00	140.000,00	0%
01 Réserve budgétaire Cogestion		COGES	64.000,00	0,00	0,00	0,00	64.000,00	0%
02 Réserve budgétaire Régie		REGIE	76.000,00	0,00	0,00	0,00	76.000,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.567.100,00	348.779,00	406.231,91	755.010,91	812.089,09	48%
01 Frais de personnel			1.220.400,00	251.716,84	352.206,53	603.923,37	616.476,63	49%
01 Assistant technique		REGIE	975.000,00	229.600,09	297.095,70	526.695,79	448.304,21	54%
02 Staff national		REGIE	245.400,00	27.897,19	56.269,16	84.166,35	161.233,65	34%
03 Volontaire		REGIE	0,00	-5.780,44	-1.158,33	-6.938,77	6.938,77	??%
02 Investissements			102.500,00	72.607,21	3.807,57	76.414,78	26.085,22	75%
01 Véhicules AT		REGIE	62.000,00	56.218,00	3.349,98	59.567,98	2.432,02	96%
02 Fournitures et équipement bureau		REGIE	8.000,00	5.826,95	0,00	5.826,95	2.173,05	73%
03 Equipement IT		REGIE	32.500,00	10.562,26	457,59	11.019,85	21.480,15	34%
03 Frais de fonctionnement			91.200,00	17.959,67	30.975,75	48.935,42	42.264,58	54%
01 Loyer du bureau direction de l'intervention		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Frais de fonctionnement des véhicules (hors CAI et DPAAE)		REGIE	48.000,00	11.728,06	21.865,78	33.593,84	14.406,16	70%
03 Communications		REGIE	24.000,00	1.235,33	1.928,23	3.163,56	20.836,44	13%
04 Fournitures de bureau		REGIE	9.600,00	3.156,75	1.962,27	5.119,02	4.480,98	53%
05 Autres frais de fonctionnement		REGIE	9.600,00	1.839,53	5.219,47	7.059,00	2.541,00	74%
04 Audit et Suivi et Evaluation			153.000,00	1.536,25	0,00	1.536,25	151.463,75	1%
		REGIE	1.824.100,00	389.524,92	406.833,84	796.358,76	1.027.741,24	44%
		COGEST	3.175.900,00	15.559,76	234.742,31	250.302,07	2.925.597,93	8%
		TOTAL	5.000.000,00	405.084,68	641.576,15	1.046.660,83	3.953.339,17	21%

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version: **G02**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
01 Baseline (inclus audits organisationels et programmation)		REGIE	28.000,00	0,00	0,00	0,00	28.000,00	0%
02 Back stopping CTB		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
03 Evaluation finale		REGIE	35.000,00	0,00	0,00	0,00	35.000,00	0%
04 Audit		REGIE	40.000,00	1.536,25	0,00	1.536,25	38.463,75	4%
05 TVA à récupérer			0,00	4.958,65	19.242,06	24.200,71	-24.200,71	?%
01 TVA à récupérer		REGIE	0,00	3.829,25	3.852,45	7.681,70	-7.681,70	?%
02 TVA à récupérer		COGES	0,00	1.129,40	15.389,61	16.519,01	-16.519,01	?%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,38	0,00	0,38	-0,38	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,38	0,00	0,38	-0,38	?%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%

REGIE	1.824.100,00	389.524,92	406.833,84	796.358,76	1.027.741,24	44%
COGEST	3.175.900,00	15.559,76	234.742,31	250.302,07	2.925.597,93	8%
TOTAL	5.000.000,00	405.084,68	641.576,15	1.046.660,83	3.953.339,17	21%

7.4 Bénéficiaires

DPAE : on note un changement très positif depuis l'arrivée du nouveau DPAE

Les OP : Les associations du réseau d'irrigation sont très réceptifs et disposés à s'organiser et participer beaucoup plus activement à la gestion/ entretien du réseau.

Privés : Des actions de concertation entre l'ensemble des acteurs (commerçants, privés transformateurs, ...) doit être dynamisée dans les plus brefs délais

7.5 Planification Opérationnelle Q1 2012



PADAP CIBITOKÉ

PLANIFICATION OPERATIONNELLE Q1 - 2012 (fév 2012)

PREVISIONS DECAISSEMENT **FONDS COGESTION**



Tâches/Sous-activités	Timing des tâches/sous-activités												Dépenses du trimestre	Dépenses à fin 2012	Commentaires/ Risques liés à la tâche/sous-activité			
	Janv 2012	Fév 2012	Mars 2012	Avr 2012	Mai 2012	Juin 2012	Juil 2012	Août 2012	Sept 2012	Oct 2012	Nov 2012	Déc 2012						
COMPOSANTE 1 Renforcement institutionnel de la DPAE																		
A 01 LA DPAE DISPOSE DE MOYENS POUR L'EXECUTION DE SES MANDATS																		
A 01.01 Equiper la DPAE																		
Réhabilitation des bureaux provinciaux																		
Etudes réhabilitation bureaux DPAE																		XX
Travaux réhabilitation bureaux																		XX
Etudes extension bureaux DPAE																		XX
Travaux extension bureaux DPAE																		XX
Surveillance travaux extension bureaux DPAE																		XX
Réhabilitation des bureaux communaux (toutes les communes)																		
Etudes et surv travaux de réhabilitation		DCS	RP													5,500	5,500	Si sécurité acceptable
Travaux de réhabilitation			DC		RP												15,000	Si sécurité acceptable
Autres travaux (aménagement autour de la DPAE, parking,...)																		
Etudes et surveillance clôture (travaux BEI)		RP														1,300	1,300	XX
Travaux d'aménagement - arbres fruitiers			PF													500	500	XX
Etude paillette																		XX
Travaux paillette		RP														5,500	5,500	XX
Achat matériel roulant																		
2 véhicules 4x4																		XX
20 motos			AOO		RP												83,170	Location vente à mettre en place
13 motos (remplacement motos Parse)										AOO			RP			50,000		
150 vélos			PF		RP										10,000	10,000	vélos distribués sur base de résultats	
Matériel et équipement de bureau																		
Ordinateurs et imprimantes																		XX
Photocopieuses					PF												500	XX
Mobilier de bureau DPAE																		XX
Antenne VSAT (internet)																	15,000	Si dysfonctionnement CBINET persiste
Mobilier pour bureaux communaux				DCS													1,000	
Petit matériel (lampes, paillasons, rideaux)						DCS											1,000	
Installation groupe électrogène																		
Installation groupe électrogène																		XX
Equipement pour les techniciens																		
Petite chirurgie, microscopes, théodolites...			DC		RP												25,000	
Matériel insémination artificielle et paillettes		AOO				RP											90,000	
Petit matériel pour agro com et GR				DC		RP											10,000	
TOTAL MOYENS DPAE: A.01.01													22,800	313,470				
A.01.02 Appuis financiers à la DPAE pour ses activités de terrain																		
Primes de résultats pour agents de la DPAE	200	200	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	300	700	3,400	Applic.mission STOOP (indicatif)
fonctionnement entretien 2 4x4 DPAE	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	3,600	14,400	contrat de fourniture carburant
fonctionnement entretien 20 motos DPAE				3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000		27,000	Location-vente
Regideso DPAE	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	150	600	
fonctionnement groupe électrogène	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	300	1,200	
Réhabilitation habitation DPAE				PF													5,000	

Remise en état 13 motos PARSE			devis											2,000	2,000	
Remise en état véhicule DPAE		8250												8,250	8,250	
Doc, cartes igebu, bibliothèque, revues			PF												1,300	
TOTAL FONCTIONNEMENT DPAE: A.01.02													15,000	63,150		
A 02 LA DPAE ASSUME SES MANDATS																
A 02.02 Renforcement capacités DPAE																
Elaborer un plan de formation pour agents DPAE																Après rapport final diagnostic
Donner outils pour élaborer les typologies																
Mise en œuvre du plan de formation																
TOTAL DPAE ASSUME SES MANDATS: A 02.02													-	-		
A 03 LES EXPERIENCES LOCALES SONT CAPITALISEES																
A 03.01 Suivi et capitalisation des changements																
																Pas de budget prévu
A 04 LES FONCTIONS PRODUCTIVES ET COMMERCIALES SONT TRANSFEREES AU SECTEUR PRIVE																
A 04.01 Accompagnement du processus																
																Pas de budget prévu
COMPOSANTE 2 Appui à l'émergence d'une professionnalisation agricole																
B 01 L'ALPHABETISATION DES PAYSANS ET SURTOUT DES FEMMES EST AMELIOREE																
B.01.01 L'équipement des centres d'alphabétisation, des alphabétiseurs et des CDF																
Convention / accord d'exécution SNA																
Equipement SNA																
Achat de 7 motos			RP											24,000	24,000	
Fonctionnement 7 motos				150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	1,500	
Achat kit informatique			DC											2,000	2,000	
Achat 132 vélos					DC	RP									12,000	
TOTAL AMELIORATION DE L'ALPHABETISATION: B.01.01													26,150	39,500		
B.01.02 Réalisation de sessions d'alphabétisation																
Convention SNA																
Formation des alphabétiseurs			RD	RD										30,000	30,000	
Mise en œuvre session alphabétisation						25000			25000			25000			75,000	
TOTAL SESSIONS ALPHABETISATION: B.01.02													30,000	105,000		
B 0.3 LES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS SONT RENFORCES																
B 03.02 Appui organisationnel et institutionnel aux OP																
Sous traitance appui à la structuration			1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1,000	10,000	Contrat sous traitance ONG
Réunions - supports - Formation			RP		2000			2000			2000			500	6,500	
Visites échanges						2500			2500						5,000	
TOTAL APPUI AUX OP: B.03.02													1,500	21,500		
B 03.03 Appuyer la structuration vers les niveaux supérieurs																
TOTAL APPUI STRUCTURATION: B.03.03													-	-		
COMPOSANTE 3 Appui aux initiatives économiques privée et aux filières																
C 01 DES INITIATIVES ECONOMIQUES PRIVEES SE DEVELOPPENT AU SEIN DES CHAINES DE VALEUR																
C.01.02 Des initiatives économiques portées par des OP ou des privés sont appuyées																
Mise en place des activités d'appui																

Réunion de coordination sectorielle																
Sous traitance appui structuration			1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1,000	10,000	Contrat ONG paiement mensuel
Assurer le fonctionnement des CAI																
Fonctionnement entretien véhicules	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	2,250	9,000	
Fonctionnement 2 motos			150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	1,500	
Personnel CAI fonctionnement																
Déplacement des agents																
Frais de communication	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	150	600	
Fouritures de bureau			PF											1,300	1,300	
Electricité - eau																
Autres frais de fonctionnement																
Divers																
Appui à l'information - communication																
Appui à définir																
TOTAL DEVELOPPEMENT INITIATIVES PRIVEES: C.01.02													4,850	22,400		
C 02 DES INITIATIVES ECONOMIQUES PORTEES PAR DES OP OU DES PRIVES SONT APPUYEES																
C.02.01 Identifier et prioriser les initiatives économiques à appuyer																
Etudes filières																
Etude qualité et rentabilité THE		DC	RP											6,000	6,000	
Restitution avec les acteurs concernés		PF												1,000	1,000	
Autres études						RP									15,000	
TOTAL INITIAIVES A PRIORISER: C.02.01													7,000	22,000		
C.02.03 Apporter des appuis techniques et financiers aux porteurs de projets																
THE																
Convention, formation des formateurs, fertilité															1,850	
Duplication formation sur la fertilité des sols															172	
Fourniture pulvérisateurs et pesticides		RP												5,000	5,000	
Construction (lieu de collecte,....			5000			5000				10000					20,000	
BANANE																
Convention collaboration avec CIALCA form.																
Formation conduite bananier																
Multiplication supports + fardes		PF												4,300	4,300	
Achat plantules in vitro		PF												1,000	1,000	Suite à la DC
transport plantules in vitro																
Achat et transport fumier et engrais																
Formation OP et Monagri / veille sanitaire		DC												6,300	6,300	
Multiplication des supports																
Mise en place plantules in vitro champs mères																
RIZ																
Convention avec UAPRORIZ																
Démonstration petite mécanisation		RP												1,500	1,500	
Démonstration technique UDP (engrais en briquettes																XX
Achat 2 motoculteurs + démonstration	DC													10,000	10,000	
Formation méthode SRI ou UDP																
Construction hangar (warrantage)																
Décortiqueuses									5000						5,000	
Matériel complémentaire (bascule,...								3000							3,000	
TOMATE																
Convention avec CAPAD																
Fourniture semences et intrants		RP												6,000	6,000	
Multiplication support																
Construction hangar																

PISCICULTURE														
Formation des formateurs en pisciculture														
Achat équipement piscicole														
Sous traitance suivi accompagnement (STOOP)														Contrat avec pisciculteur prov
Mise en place étangs piscicoles														
APICULTURE														
Concertation apiculteurs de la province														
Formation des apiculteurs														
Appui ruche améliorée														
Appui matériel de transformation														
PALMIER A HUILE														
Achat plantules		4000											4,000	4,000
Transport plantules			1000										1,000	998
DIVERS (HANGARS, COOPERATIVES)														
Hangars		Appel à propositions			20000			20000			20000			100,000
Consultation perlée appui technique (génie civil)		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			25,000
ELEVAGE BOVIN														
Bouclage bovins de la province			DC											23,000
Convention lutte contre le charbon			Conv											10,000
TOTAL APPUI AUXPORTEURS DE PROJET: C.02.03													39,100	227,120
C 04 L'OFFRE DE PRODUITS FINANCIERS ACCESSIBLES AUX PRODUCTEURS A AUGMENTE														
C.04.02 Participer au renforcement des services financiers fournis par les IMF locales														
Etude IMF's ration prudentiel - produits financiers		RP											4,000	4,000
Restitution étude														
Appui IMF suivi crédits			5000		5000								5,000	10,000
Mise en place des fonds de garantie pour les OP					25000						25000		25,000	50,000
Missions d'appui technique renforcer capacités														
TOTAL RENFORCEMENT IMF: C.04.02													34,000	64,000
COMPOSANTE 4 Mise en place / réhabilitation d'infrastructures publ /collect														
D 01 UNE ACTION PILOTE DE REHABILITATION (PERIMETRE IRRIGUE) EST MENE ET CAPITALISEE														
D 01.01 Processus de concertation par les acteurs (avenir des zones irriguées)														
Lancement du processus (ONG consultant)				RP										25,000
Suivi des travaux du consultant		PF												2,500
Etude du potentiel d'irrigation														
Préparation des acteurs (réseau, gestion de l'eau...)														A initier en cours d'exercice
Concertation de plusieurs mois (gestion de la plaine)														A initier en cours d'exercice
TOTAL CONCERTATION ENTRE LES ACTEURS: D.01.01													-	27,500
D 01.02 Accompagnement des acteurs (Formations, voyages études)														
Formations à l'étranger						15000								15,000
Formations au Burundi														2,000
Visite à la SRDI														2,000
Visite réseaux d'irrigation Bénin														
Formations, voyages d'étude, études...														Atelier de réflexion avec DPAAE, bénéficiaires,...
TOTAL FORMATIONS: D.01.02													-	19,000
D 01.03 Réalisation des travaux														
Etudes - diagnostic - APS - Eta tdes lieux	AD						RP							385,000
APD - études et contrôle des travaux					DC		DC	AOO	DC	DC	DC	DC		PAIOSA
Travaux							AOO	AOO	AOO	AOO	AOO	RP		PAIOSA
Etudes travaux à caractère urgent		DC												25,000
Interventions d'urgence sur le réseau					AOO					AD				25,000
Réhabilitation canal Rugombo - cibitoke (Canal 7)			RP											25,000
Action d'urgence réhab province (tôles)														XX

TOTAL TRAVAUX RESEAU D'IRRIGATION: D.01.03													-	460,000								
D 01.04 L'action pilote est capitalisée																						
Mission d'évaluation spécifique															Consultant							
TOTAL CAPITALISATION: D.01.04													-	-								
D 02 DES MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SONT PRISES																						
D 02.01 Plantation d'espèces forestières et agro forestières																						
Identification des sites		DPAE											500	500								
Production des plants (1.500.000)														90,000	Privés payés au plant sain							
Plantation															Bénéficiaires							
Reboisements communaux														15,000	ONG et Associations							
Reboisements privés et à gestion mixte						cont								15,000	ONG et Associations							
TOTAL PLANTATIONS FORESTIERES: D 02.01													500	120,500								
D 02.02 Aménagements anti érosifs sur courbes de niveau en amont des des périmètres irrigués																						
Identification de partenaires compétents																						
Aménagements antiérosifs (travaux)															Conv						50,000	ONG spécialisée (Avance)
Entretien et regarnissage																						
Formation sur utilisation des productions																						
TOTAL LAE en AMONT DES PERIMETRES IRRIGUES: D 02.02													-	50,000								
D 03 LES CENTRES SEMENCIERS & VETERINAIRES SONT REHABILITES																						
D 03.01 Réhabilitation des centres																						
Identification des centres vétérinaires à réhabiliter																XX						
Etudes travaux de réhabilitation		DC											20,000	20,000								
Travaux de réhabilitation				AOO				AD						65,000								
Identification des centres semenciers à réhabiliter																XX						
Etudes travaux de réhabilitation		DC											1,000	1,000								
Travaux de réhabilitation				DC				RP						10,000								
Identification sites abattoirs et plans		RP											500	500		XX						
Etudes abattoir pilote														1,000								
Travaux de construction abattoir pilote						DC								35,000								
TOTAL REHABILITATION CENTRES VETO ET SEMENCIERS: D.03.01													21,500	132,500								
D 03.02 Accompagnement et viabilisation des centres																						
Formation sur la gestion des centres																Après réhabilitation						
Suivi évaluation de la gestion des centres																						
TOTAL ACCOMPAGNEMENT DES CENTRES: D.03.02																						
TOTAL COGESTION:													202,400	1,687,640								
LEGENDE:																						
- PF:	Demande de Proforma																					
- DC:	Demande de cotations																					
- DCS:	Demande de cotations simplifiée																					
- AOO:	Appel d'offres ouvert (National)																					
- AOOI:	Appel d'offres ouvert International																					
- Conv:	Convention de collaboration																					
- AD:	Avance de démarrage																					
- RP:	Réception provisoire																					
- RD:	Réception définitive																					
- AMI:	Appel à Manifestation d'intérêt																					
- DPI:	Demande de prestations intellectuelles																					
- * :	Montant à décaisser dans le trimestre concerné																					
- ** :	Montant à décaisser en 2012																					
- XX:	Activité effectuée et paiement effectué																					